

NEWSLETTER 3-2016

à tous les membres des sections / *an alle Sektionsmitglieder*

Table des matières / *Inhaltsverzeichnis*

		Page
1.	Problématique "Moon Privilege"	2
2.	Restructuration d'Agroscope	2
3.	Groupe parlementaire vitivinicole	2
4.	Interprofession de la vigne et des vins suisses (IVVS)	2
4.1	Présidence de l'IVVS	2
4.2	Avenir et structures IVVS	3
4.3	Mise en œuvre des dispositions "Swissness"	3
4.4	Guide de bonnes pratiques dans le domaine vitivinicole	3
4.5	Système de contrôle des vins	4
4.6	Observatoire suisse du marché des vins (OSMV)	5
5.	VITISWISS	5
5.1	Catalogues des exigences 2017	5
5.2	PER 2017	6
6.	Frais de production en viticulture (Extraits du rapport d'AGRIDEA sur les résultats technico-économiques 2015)	6
1.	<i>Problematik um "Moon Privilege"</i>	<i>9</i>
2.	<i>Umstrukturierung von Agroscope</i>	<i>9</i>
3.	<i>Parlamentarische Gruppe Weinbau</i>	<i>10</i>
4.	<i>Branchenverband Schweizer Reben und Weine (BSRW)</i>	<i>10</i>
4.1	<i>Präsidium des BSRW</i>	<i>10</i>
4.2	<i>Zukunft und Strukturen des BSRW</i>	<i>10</i>
4.3	<i>Umsetzung der "Swissness" Massnahmen</i>	<i>10</i>
4.4	<i>Leitlinien für die gute Verfahrenspraxis im Weinbau</i>	<i>11</i>
4.5	<i>Weinkontrollsystem</i>	<i>11</i>
4.6	<i>Schweizerisches Observatorium des Weinmarktes (OSMV)</i>	<i>12</i>
5.	<i>VITISWISS</i>	<i>13</i>
5.1	<i>Verzeichnis der Anforderungen 2017</i>	<i>13</i>
5.2	<i>ÖLN 2017</i>	<i>13</i>
6.	<i>Produktionskosten im Weinbau (Auszug aus dem AGRIDEA-Bericht über die wirtschaftlich-technischen Ergebnisse 2015)</i>	<i>14</i>

1. Problématique "Moon Privilege"

D'une manière générale, les vignerons se sont déclarés contents, voire très contents, de l'offre d'indemnisation qui leur a été faite par la Maison Bayer pour la partie "raisin". Il n'en est cependant pas tout à fait de même pour la partie "encavage". La FSV a conseillé aux vignerons insatisfaits d'en informer immédiatement la Maison Bayer, en indiquant les raisons de leur mécontentement. Les cas seront ensuite directement réglés entre la Maison Bayer et les vignerons concernés.

2. Restructuration d'Agroscope

Le 6 avril 2016, le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche a informé, par communiqué de presse, de la réorganisation d'Agroscope. Quatre instituts et 19 divisions de recherche seront supprimés au 1^{er} janvier 2017. Cette réorganisation entraîne la disparition de 14 postes de cadres. Les Grands Conseils des cantons de Genève, de Vaud, de Fribourg, du Tessin et du Valais ont adressé une proposition de résolution au Conseil fédéral pour la sauvegarde de la recherche agronomique suisse. Le Conseiller national Marco Romano, président de l'IVVS, ainsi que les Conseillers nationaux Jacques Bourgeois, Jean-Pierre Grin, Markus Hausammann, Bruno Pezzatti et Barbara Schmid-Federer ont déposé une interpellation à ce sujet. Enfin, le 7 septembre dernier, la FSV a écrit au directeur de l'OFAG – avec copie au Conseiller fédéral Schneider-Ammann – pour lui expliquer le souci de la branche en ce qui concerne la nouvelle orientation de la recherche chez Agroscope et pour demander qu'il y ait un représentant de la vitiviniculture au sein du conseil d'Agroscope.

Lien Ip Romano : <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista#k=16.3536>

Lien Ip Bourgeois : <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista#k=16.3285>

Lien Ip Grin : <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista#k=16.3284>

Lien Ip Hausammann : <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista#k=16.3319>

Lien Ip Pezzatti : <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista#k=16.3281>

Lien Ip Schmid-Federer : <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20163273>

3. Groupe parlementaire vitivinicole

Le groupe parlementaire vitivinicole, fort de 100 Conseillers nationaux et aux Etats, tous partis confondus, est co-présidé par les Conseillers nationaux Frédéric Borloz, Marco Romano, Thomas Hurter et Mathias Reynard. Le groupe s'est rencontré le 6 juin dernier, pour la première fois dans sa nouvelle constitution depuis les élections de l'automne 2015. Cette manifestation a connu un vif succès, tant les échanges avec les parlementaires ont été intéressants et constructifs.

4. Interprofession de la vigne et des vins suisses (IVVS)

Nous vous faisons part, ci-après, des décisions les plus importantes prises par le comité de l'IVVS :

4.1 Présidence de l'IVVS

Le 20 mai 2016, l'assemblée des délégués de l'IVVS a, sur proposition du comité, élu par acclamation le Conseiller national tessinois Marco Romano à la présidence de l'IVVS. Il remplace ainsi M. Thierry Walz qui a assumé la présidence par intérim depuis le départ de M. Laurent Favre au Conseil d'Etat du canton de Neuchâtel en novembre 2014.

4.2 Avenir et structures IVVS

Selon ses statuts, l'IVVS a pour but principal la sauvegarde des vignobles et des vins suisses, notamment par la progression des parts de marché en Suisse et à l'étranger. Elle concentre son activité sur :

- la promotion et le marketing en Suisse et à l'étranger
- l'obtention de l'extension de mesures d'entraide de la Confédération et l'application des tâches qui y sont liées
- l'observatoire du marché et des prix
- la défense de la consommation des vins suisses.

La question s'est posée de savoir si l'on pourrait donner à l'IVVS un peu plus de substance qu'uniquement la promotion, en y ajoutant par exemple des éléments techniques, la formation professionnelle ou encore la défense professionnelle. Un mandat a donc été confié à M. Thierry Walz qui est chargé d'analyser la situation, de faire un audit auprès de tous les acteurs de la branche et auprès de l'OFAG, afin de pouvoir présenter une proposition concrète de nouvelle structure de l'IVVS. Le rapport de M. Walz est attendu pour la fin de cette année.

4.3 Mise en œuvre des dispositions "Swissness"

L'Association de l'industrie suisse du fromage fondu (SESK) a écrit à l'IVVS pour lui demander d'approuver sa demande d'octroi d'une exception pour le vin utilisé pour la fabrication de fondues, conformément à l'article 9 de l'Ordonnance sur l'utilisation des indications de provenance suisses pour les denrées alimentaires. L'IVVS a répondu favorablement à cette requête, en précisant que cette exception n'est valable que jusqu'à la mi 2018. A ce moment-là, notre branche doit être en mesure de fournir la quantité de vin nécessaire, à savoir quelque trois millions de litres par année. Une réponse similaire a également été donnée à la Swiss Convenience Food Association pour du vin industriel servant à la production de vinaigre (50'000 litres de vin industriel rouge et 150'000 litres de vin industriel blanc par année), de même qu'à FROMARTE pour du vin utilisé pour la fabrication de préparations fraîches de fondues (env. 150'000 à 200'000 litres de vin par année). Ces exceptions ont été octroyées afin de donner du temps à la branche pour s'organiser.

4.4 Guide de bonnes pratiques dans le domaine vitivinicole

L'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV) exige qu'un guide de bonnes pratiques dans la vitiviculture (depuis la production de raisin jusqu'à la bouteille) soit rédigé. En effet, la législation sur les denrées alimentaires a comme principe de base l'obligation d'autocontrôle. Cette obligation figure dans l'ordonnance sur les denrées alimentaires et les objets usuels, aux articles 49 "Principe", 50 "Traçabilité" et 52 "Hazard Analysis and Critical Control Points (méthode HACCP)". Le guide de bonnes pratiques, une fois validé par la branche, sera soumis à l'OSAV pour contrôle. Cet office pourra ensuite le mentionner sur son site internet, ce qui lui confèrera une valeur légale. En mars dernier, le comité de l'IVVS a donné officiellement le mandat à la commission nationale d'œnologie de l'USOE d'élaborer le guide "vin". Cette commission prévoit de terminer son guide au premier semestre 2016. Quant au guide "raisin", il sera rédigé par la commission technique viticole de VITISWISS. Ces deux guides auront pour but de faciliter le travail des producteurs en vue des contrôles qui seront effectués par les autorités. Un contact entre le président de la commission de VITISWISS et la commission de l'USOE doit encore avoir lieu pour coordonner les travaux.

4.5 Système de contrôle des vins

Le 23 mars 2016, l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) a invité une délégation de l'IVVS pour une séance de clôture du rapport sur l'analyse du système de contrôle des vins, rapport qui contient les recommandations suivantes :

Acquits par :

- unité de surface
- cépage
- désignation géographique réglementée plus petite que l'AOC

Renforcement de l'efficacité du contrôle de la vendange :

- connexion acquits – apports de raisin (outil informatique)
 - détection automatique des dépassements
- *alternative : division de l'acquit avant l'encavage*

Contrôle de la vendange :

- analyse de risque
- inspections inopinées

Encavage intercantonal :

- échange d'information entre cantons (lots de raisin)

"Fiche de cave / Kellerblatt" :

- introduction dans tous les cantons

Plateforme de discussion "vin" rassemblant les autorités d'exécution :

- élargissement au contrôle de la vendange

Contrôle du commerce des vins :

- organe unique de contrôle
- analyse améliorée de risque
- standardiser et numériser le rapport d'inspection et les pièces justificatives
- accès à la comptabilité analytique et financière
- prise d'échantillons sur place pour analyses
- amélioration du système d'information

Elimination des obstacles juridiques à la coopération

- niveau fédéral
- niveau cantonal

Améliorer la (haute) surveillance de la Confédération

- sur le contrôle de la vendange
- sur le contrôle du commerce des vins

La majorité des recommandations nécessite une modification de l'Ordonnance sur le vin, prévue dans le paquet agricole 2017. Dans cette perspective, l'OFAG souhaite présenter ses propositions à une délégation de l'IVVS avant que la procédure officielle de consultation, prévue pour le début 2017, soit lancée. L'office fédéral profitera de cette occasion pour recueillir les premiers commentaires de la branche et répondre aux questions. Cette séance aura lieu le vendredi

21 octobre 2016. L'un des points de discussion sera celui de l'organe unique de contrôle. La position qui sera défendue par la délégation de l'IVVS le 21 octobre est la suivante : l'IVVS se prononce en faveur d'un contrôle unique, mais celui-ci devra être adapté d'une part aux négociants et, d'autre part, aux producteurs de plus faible importance et qui ne travaillent qu'avec leurs propres raisins. Le contrôle ne doit en aucun cas se trouver entre les mains de l'Etat.

4.6 Observatoire suisse du marché des vins (OSMV)

Afin de doter la branche vitivinicole suisse d'un outil d'analyse du marché précis et fiable permettant d'orienter la production en fonction de la demande du marché et d'affiner les stratégies promotionnelles nationales et régionales des acteurs de la filière, l'IVVS a mandaté CHANGINS haute école de viticulture et d'œnologie en vue de créer un Observatoire suisse du marché des vins (OSMV). Les chiffres livrés par l'OSMV proviennent principalement de la base de données Nielsen et des producteurs-encaveurs (Mercuriale).

La Mercuriale a vu le jour le 1^{er} avril 2016. Elle doit permettre aux acteurs de la profession et aux grossistes de mieux comprendre les marchés de la vente directe, de la restauration et de l'exportation. Elle est mise en place sur une base volontaire. La confidentialité des données est garantie. En contrepartie, les participants à la Mercuriale reçoivent tous les trois mois la liste des prix courants pratiqués pour les vins AOC suisses et les vins de pays par canal de distribution et par unité de volume (vrac, qualité litre, qualité bouteille), des indicateurs sur l'évolution des marchés, ainsi que des informations personnalisées. Les données demandées ont fait l'objet d'une concertation auprès des diverses interprofessions qui ont établi des grilles à cet effet. Le logiciel a été développé par CHANGINS. Enfin, pour être représentative, il faudrait que 250 entreprises participent à la Mercuriale. Un appel est donc lancé tout particulièrement aux producteurs-encaveurs des cantons du Valais, de Genève, du Tessin, de la Suisse alémanique et de la région des 3 Lacs, mais également aux négociants et aux courtiers en vin pour qu'ils prennent part à la Mercuriale.

5. VITISWISS

5.1 Catalogues des exigences 2017

L'assemblée des délégués, qui s'est tenue le 19 avril 2016 à Genève, a accepté les quatre nouvelles mesures proposées par la commission technique viticole pour le **module viticole**, à savoir :

- V. 4.2.2. Planter du matériel issu d'une démarche de sauvetage du patrimoine génétique
 - (4 ans)
- V 4.2.4.3 Lutte systématique contre les adventices de la liste noire dans et aux alentours des parcelles
 - (4 ans)
- V 4.2.5 Effeuilage adapté au cépage et à la situation – pas d'épamprage chimique – régulation de la charge en coupant la grappe par le milieu
 - (2 ans)
- V 4.5.4.5 Aucun produit de synthèse appliqué après fleur
 - (4 ans)

L'exigence sur la teneur maximale en SO₂ total dans le **module cave** a été modifiée en raison de problèmes rencontrés lors de millésimes difficiles. Les valeurs se calquent nouvellement sur les exigences du Bio fédéral/UE (à ne pas confondre avec les exigences Bio Suisse), ceci afin d'éviter de multiplier les règles. Les données se présentent ainsi :

Pré-Requis Vitiswiss	
Jusqu'à ce jour	Proposition
<ul style="list-style-type: none"> – si le sucre résiduel < 5gr, teneur en SO₂ total maximum à 120 mg/l – si le sucre résiduel > 5 gr la législation fédérale sur le SO₂ s'applique 	<p>Cf Ordonnance 910.181) du DEFR sur l'agr. bio du 22.9.1997, annexe 3b</p> <p>Etat fin 2015</p> <p>Rouge :</p> <p><2g/l 100 mg/l <5g/l 120 mg/l ≥5g/l 170 mg/l</p> <p>Blanc + Rosé :</p> <p><2g/l 150 mg/l <5g/l 170 mg/l ≥5g/l 220 mg/l</p>

Les références chiffrées relatives aux fiches AGRIDEA seront supprimées dans tous les modules (viticole, entreprise, cave).

5.2 PER 2017

En ce qui concerne les **PER**, une précision au point 4.2.4 relatif à l'application d'herbicides le long des cours d'eau a été nécessaire. La nouvelle formulation se présente ainsi :

- *il est interdit d'appliquer des herbicides sur une bande de 6 mètres de large. Le traitement plante par plante est cependant autorisé du 3ème au 6ème mètre.*

6. Frais de production en viticulture (Extraits du rapport d'AGRIDEA sur les résultats technico-économiques 2015)

L'enquête se base sur un échantillon de 66 enregistrements répartis dans tout le pays. Les exploitations ont été regroupées en fonction du mode de conduite pratiqué et de la mécanisation selon le tableau ci-après :

	Gobelet et fil de fer étroit (max. 130 cm)	Fil de fer mi-large (130 – 220 cm)	Banquettes
Absence de mécanisation	7* cas		
Mécanisation légère	5 cas	9 cas	7 cas
Mécanisation au tracteur		18 cas + 8 cas avec mécanisation des travaux de la feuille	8* cas
Mécanisation à l'enjambeur	4* cas		

* Afin de disposer d'un nombre suffisant d'enregistrements, nous avons repris les données 2014. Il s'agit donc d'une moyenne sur deux années.

Les vignes mi-larges travaillées au tracteur forment de loin l'échantillon le plus important. Ce groupe est subdivisé en deux sous-groupes en fonction de la mécanisation des travaux de la feuille.

Commentaires sur les frais de production pour les différents systèmes de culture

Suite à l'enquête salaire effectuée durant l'hiver 2015, tous les salaires ont été adaptés. Nous avons observé, lors de cette enquête, un tassement généralisé des salaires pratiqués en viticulture. Selon notre enquête, les salaires de la main-d'œuvre qualifiée tendent de plus en plus à se rapprocher des salaires pratiqués dans l'agriculture en général. Cette situation impacte directement les coûts de la main-d'œuvre.

Parallèlement, 2015 fut marqué par plusieurs événements qui influencent directement les frais de production : les conditions météorologiques très chaudes et sèches de l'été 2015 ont fortement ralenti la croissance tant de la vigne que de l'enherbement avec, pour conséquence, moins de travaux de la feuille et moins de passage de fauchage. Le corollaire moins réjouissant est l'impact sur le grossissement des baies avec, pour conséquence, des récoltes souvent bien en-deçà des quotas. Pour répondre à la canicule, l'arrosage a également été sollicité sur des parcelles habituellement non irriguées avec, pour conséquence, une augmentation de ce poste en comparaison à 2014. Si D. suzukii s'est montrée plutôt discrète, il n'en demeure pas moins que les vignerons ont pris diverses mesures préventives dont, en particulier, une défeuillaison assez sévère de la zone des grappes et une limitation précoce de la récolte. Il se peut que quelques traitements préventifs aient également été effectués, mais ils demeurent exceptionnels. Ce nouveau ravageur occasionne donc, même lorsqu'il se fait discret, des coûts supplémentaires.

Nous observons, en particulier dans les systèmes mécanisés, une augmentation des coûts dans l'entretien général des machines, des installations de soutien, mais aussi des alentours du vignoble. Ce phénomène ne surprend pas : en effet, le personnel, non sollicité par les travaux de saison (palissage, cisailage, fauchage ...) a été occupé à d'autres tâches considérées habituellement comme moins urgentes.

La valeur du capital plantes a été réactualisée durant l'hiver 2015-2016 afin de tenir compte de l'évolution des pratiques. Les changements les plus importants portent sur le retrait du capital plantes des coûts liés à la création de terrasses. Ces coûts sont transférés au capital immobilier. Cette réévaluation a conduit à une légère diminution du capital plantes de tous les systèmes de conduite, à l'exception des vignes non mécanisées ou en gobelet. Dans ce dernier cas, l'utilisation de machines, très spécifiques renchérit notablement les travaux de reconstitution.

Globalement, à l'exception des banquettes avec mécanisation légère (+ 1,7 % par rapport à 2014), tous les autres systèmes enregistrent un léger recul des frais de production (entre - 1,7 % à - 4,3 %). Les vignes non mécanisées voient leurs coûts de production se réduire de près de 12 % après une forte augmentation en 2014 (+ 14,3 %).

Enfin, le taux d'intérêt a été ajusté afin de tenir compte de l'évolution du marché. Il passe à 2,5 %.

Vignes étroites, pas ou très peu mécanisées

Depuis 2011, les vignes conduites en gobelet et celles sur fil de fer étroit sans mécanisation font l'objet d'un seul et même groupe. Ce groupe enregistre une importante baisse des frais de production (- 11,9 %) par rapport à 2014. Il faut relever qu'une forte augmentation avait été enregistrée en 2014 (+ 14,3 % par rapport à 2013). Les coûts enregistrés en 2015 sont légèrement en deçà de la moyenne des 10 dernières années (- 1,5 %).

Vignes étroites avec mécanisation légère

Les frais de production de cette catégorie sont en recul de quelque 3 % par rapport à 2014 et de plus de 5 % par rapport à la moyenne décennale. Cette catégorie se caractérise par une grande

variabilité des coûts de production interexploitations. Celle-ci s'explique par une mécanisation très différente d'une exploitation à l'autre ainsi que par les aménagements éventuels permettant de faciliter certains travaux (passage plus large afin de faciliter la protection phytosanitaire ou recours à l'hélicoptère notamment). Les coûts liés à la protection phytosanitaire sont les plus variables d'une année à l'autre. Ainsi, alors que nous relevions une baisse en 2014, les voilà repartis à la hausse en 2015 ! Cette extrême volatilité est caractéristique de ce système de culture qui voit l'intervention de l'hélicoptère et/ou de petites machines souvent d'un entretien coûteux.

Vignes mi-larges avec mécanisation légère

En retrait de quelque 7 % par rapport à 2014, les frais de production de cette catégorie s'inscrivent également en recul face à la moyenne décennale (- 2,9 %). Après avoir connu une forte augmentation des coûts en 2014 liée en particulier aux travaux du sol (CHF 4'405.00 par ha en 2014), nous observons cette année un recul de ces mêmes coûts (CHF 3'697.00 en 2015, alors que la moyenne sur 10 ans est de CHF 3'354.00). Les conditions météorologiques semblent être le principal facteur expliquant ces variations.

Vignes en banquettes avec mécanisation légère

Malgré l'adaptation des salaires, du taux d'intérêt et d'une nouvelle évaluation du capital plantes, ce groupe s'inscrit dans la continuité de 2014 (+ 1 %). En moyenne décennale, les coûts de production s'élèvent à CHF 39'259.00, soit un peu en deçà des frais calculés en 2015 (CHF 41'358.00 ou + 5,3 %). Cette augmentation des coûts est principalement due à la protection phytosanitaire : augmentation de temps consacré à ces travaux, mais aussi des coûts machines alors que les fournitures sont en léger retrait. Une intervention supplémentaire étant peu probable, cette situation est vraisemblablement liée à une modification de la mécanisation, comme par exemple le recours à une chenillette plutôt qu'à l'hélicoptère.

Vignes mi-larges avec mécanisation au tracteur

Ce groupe est le plus conséquent de notre enquête. Les coûts de production de cette catégorie sont d'année en année très stables. Ainsi, en 2015, ils enregistrent un léger recul (- 1,7 %) par rapport à 2014, recul un peu plus marqué en comparaison avec la moyenne décennale (- 3 %).

Si les frais liés à la protection phytosanitaire ainsi qu'à l'entretien de l'enherbement ou encore au cisailage sont en retrait par rapport à 2014, en adéquation avec les conditions particulières de 2015, nous observons, en revanche, une augmentation assez nette des coûts liés à l'entretien des installations de soutien, des remplacements, de l'entretien des machines et des alentours. Ces exploitations, souvent caractérisées par une main-d'œuvre salariée permanente, ont ainsi profité d'un travail moins conséquent au vignoble pour effectuer des travaux d'entretien courant qui, souvent lorsque le temps passe, sont mis de côté.

Les coûts d'arrosage prennent également de l'ampleur suite à un été sec nécessitant un apport d'eau dans les parcelles les plus sensibles ou auprès des remplacements et des jeunes vignes.

Vignes mi-larges avec mécanisation des travaux de la feuille

Alors que cette catégorie présentait en 2014 une augmentation de près de 5 %, elle marque, cette année, un recul d'un peu plus de 7 %. Nous avons relevé, précédemment, une augmentation des coûts liés à l'entretien du sol pour cette catégorie, augmentation imputée à une utilisation plus conséquente des interceps au détriment de l'application des herbicides. L'année 2015 vient encore renforcer cette situation : les coûts liés à l'application des herbicides sont en retrait (- 29 %), alors que l'entretien du sol, dans sa globalité, reste stable. Comme pour la catégorie ci-dessus, nous observons, en 2015, de plus importantes ressources consacrées à l'entretien des machines, des alentours du vignoble et des installations de soutien.

Vignes en banquettes mécanisées au tracteur

Les frais de production de ce groupe sont en retrait de 4,3 % par rapport à 2014 mais sont comparables à la moyenne décennale (CHF 34'913.00 par ha soit + 1,9 %). Ce groupe se caractérise par une grande variabilité des coûts de production. Le coût de l'entretien des banquettes est fortement tributaire des conditions météorologiques. En générant des passages supplémentaires, cet entretien provoque une augmentation conséquente des coûts de mécanisation.

D'autre part, ce système se montre également très vulnérable aux variations de rendement, alors que les heures consacrées aux vendanges restent relativement stables.

Vignes étroites mécanisées à l'enjambeur

Cette année à nouveau, malgré un échantillon très faible, nous avons tenu à publier des chiffres pour cette catégorie. Les frais de production de cette catégorie marquent un recul d'un peu plus de 3 % tant par rapport à 2014 (- 3,2 %) que par rapport à la moyenne décennale (- 3,4 %). Ce recul est principalement lié aux frais calculés (amortissement et intérêt) soit, avant tout, à l'adaptation du capital plantes. En effet, tant les frais de la main-d'œuvre que les coûts machines ou encore les fournitures s'inscrivent dans la continuité.

La brochure "Frais de production en viticulture – Résultats technico-économiques 2015" peut être obtenue au prix de CHF 15.00 auprès d'AGRIDEA, Jordils 1, Case postale 128, 1000 Lausanne, tél. 021 619 44 00.

* * * * *

1. Problematik um "Moon Privilege"

Im Allgemeinen haben sich die Winzer mit der von der Firma Bayer offerierten Entschädigung für den Schaden "im Rebberg" zufrieden, ja sehr zufrieden gezeigt. Dies trifft jedoch nicht in gleichem Masse für den Schaden "im Keller" zu. Der SWBV riet den unzufriedenen Winzern, die Firma Bayer sofort zu benachrichtigen und ihr den Grund ihrer Unzufriedenheit mitzuteilen. Die Fälle werden nun also direkt zwischen der Firma Bayer und den betroffenen Winzern geregelt.

2. Umstrukturierung von Agroscope

Am 6. April 2016 hat das Eidgenössische Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung in einer Pressemitteilung über die Reorganisation von Agroscope informiert. Vier Institute und 19 Forschungsabteilungen werden per 1. Januar 2017 aufgehoben. Diese Reorganisation führt zum Verschwinden von 14 Kaderstellen. Die Grossen Räte der Kantone Genf, Waadt, Freiburg, Tessin und Wallis haben beim Bundesrat einen Antrag eingereicht, betreffend den Schutz der landwirtschaftlichen Forschung in der Schweiz. Auch Nationalrat Marco Romano, Präsident des BSRW, sowie die Nationalräte Jacques Bourgeois, Jean-Pierre Grin, Markus Hausammann, Bruno Pezzatti und die Nationalrätin Barbara Schmid-Federer haben in dieser Sache eine Interpellation eingereicht. Am 7. September 2016 richtete der SWBV zudem ein Schreiben an den Direktor des BLW – mit Kopie an Bundesrat Schneider-Amman – und gab darin seiner Besorgnis über die neue Ausrichtung der Forschung bei Agroscope Ausdruck. Er verlangt darin auch, dass ein Vertreter des Weinbaus im Rat von Agroscope Einsitz nehme.

Link Ip Romano : <https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista#k=16.3536>
Link Ip Bourgeois : <https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista#k=16.3285>
Link Ip Grin : <https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista#k=16.3284>
Link Ip Hausammann : <https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista#k=16.3319>
Link Ip Pezzatti : <https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista#k=16.3281>
Link Ip Schmid-Federer : <https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20163273>

3. Parlamentarische Gruppe Weinbau

Die Parlamentarische Gruppe Weinbau, bestehend aus 100 National- und Ständeräten aus allen Parteien, wird von einem Co-Präsidium, bestehend aus den Nationalräten Frédéric Borloz, Marco Romano, Thomas Hurter und Mathias Reynard, geleitet. Die Gruppe hat sich am 6. Juni 2016 zum ersten Mal seit den Wahlen im Herbst 2015 in ihrer neuen Zusammensetzung getroffen. Diese Veranstaltung wurde durch die interessanten Gespräche mit den Parlamentariern zu einem grossen Erfolg.

4. Branchenverband Schweizer Reben und Weine (BSRW)

Nachfolgend machen wir Sie mit den wichtigsten Beschlüssen des BSRW Vorstandes bekannt:

4.1 Präsidium des BSRW

Am 20. Mai 2016 wählte die Delegiertenversammlung des BSRW, gemäss Vorschlag des Vorstandes, Herrn Nationalrat Marco Romano (Tessin) mit Applaus zum Präsidenten des BSRW. Er tritt an die Stelle von Herrn Thierry Walz, der seit dem Ausscheiden von Herrn Laurent Favre, Regierungsrat des Kantons Neuenburg, im November 2014, das Amt des Präsidenten ad interim innehatte.

4.2 Zukunft und Strukturen des BSRW

Gemäss seinen Statuten ist es das Hauptziel des BSRW, den Schweizer Weinbau und die Schweizer Weine, namentlich durch die Erhöhung der Marktanteile in der Schweiz und im Ausland, zu schützen. Der BSRW konzentriert seine Tätigkeit auf:

- *die Absatzförderung und das Marketing in der Schweiz und im Ausland,*
- *die erhoffte Ausdehnung der Unterstützung durch den Bund und die damit zusammenhängenden Aufgaben,*
- *das Schweizerische Observatorium des Weinmarktes (OSMV),*
- *die Förderung des Konsums von Schweizer Weinen.*

Die Frage stellt sich, ob man dem BSRW etwas mehr Gewicht verleihen könnte als nur Förderungsaufgaben, indem man ihm zum Beispiel technische Aufgaben, die Berufsbildung oder die Wahrnehmung von Brancheninteressen überträgt. Herr Thierry Walz wurde damit beauftragt, die Situation zu analysieren und bei allen Akteuren der Branche und beim BLW ein Audit durchzuführen, um konkrete Vorschläge zur neuen Struktur des BSRW vorlegen zu können. Der Bericht von Herrn Walz wird bis Ende dieses Jahres erwartet.

4.3 Umsetzung der "Swissness"

Der Verband der Schweizerischen Schmelzkäseindustrie (SESK) bat den BSRW um die Erteilung einer Ausnahmegewilligung für den Wein zur Herstellung von Fondue, gemäss Artikel 9 der

Verordnung über die Verwendung von schweizerischen Herkunftsangaben für Lebensmittel. Der BSRW hat dem Antrag zugestimmt und präzisiert, dass diese Ausnahme nur bis Mitte 2018 gültig ist. Bis zu diesem Zeitpunkt muss unsere Branche in der Lage sein, die benötigte Menge Wein zu liefern, nämlich drei Millionen Liter im Jahr. Die gleiche Antwort wurde auch der Swiss Convenience Food Association betreffend den Industriewein zur Essigherstellung (50'000 Liter Industriewein rot und 150'000 Liter Industriewein weiss pro Jahr) und der FROMARTE für Wein zur Herstellung von Frischfondue-Mischungen (ungefähr 150'000 bis 200'000 Liter Wein pro Jahr) gegeben. Diese Ausnahmen wurden bewilligt, damit die Branche Zeit hat, sich zu organisieren.

4.4 Leitlinien für gute Verfahrenspraxis im Weinbau

Das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (BLV) verlangt die Ausarbeitung von Leitlinien für eine gute Verfahrenspraxis im Weinbau (von der Traubenproduktion bis zur Flaschenabfüllung). Tatsächlich basiert die Lebensmittelgesetzgebung auf der Verpflichtung zur Selbstkontrolle. Diese Verpflichtung steht in der Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständeverordnung (LGV), Art. 49 "Grundsatz", Art. 50 "Rückverfolgbarkeit" und Art. 52 «Leitlinien für eine gute Verfahrenspraxis (HACCP-Konzept) ". Die Leitlinien für eine gute Verfahrenspraxis werden dem BLV nach der Genehmigung durch die Branche zur Kontrolle vorgelegt. Das Bundesamt kann diese Leitlinien dann auf seiner Internetseite erwähnen, was ihnen eine rechtliche Gültigkeit verleiht. Im vergangenen März hat der Vorstand des BSRW der Nationalen Kommission Weinbereitung der USOE offiziell den Auftrag zur Ausarbeitung eines Handbuchs «Wein» erteilt. Die Kommission sieht vor, diese Leitlinien im ersten Semester 2017 fertig zu stellen. Was die Leitlinien "Reben" betrifft, so werden diese von der Technischen Kommission Rebbau VITISWISS erarbeitet. Diese zwei Handbücher haben zum Ziel, den Produzenten die Arbeit im Hinblick auf die Kontrollen, die von den Behörden durchgeführt werden, zu erleichtern. Der Präsident der Kommission von VITISWISS wird Kontakt mit der USOE-Kommission aufnehmen, um die Arbeiten zu koordinieren.

4.5 Weinkontrollsystem

Am 23. März 2016 hat das BLW ein Treffen mit einer Delegation des BSRW organisiert. Dabei wurde der Bericht zur Analyse der Weinkontrolle besprochen. Der Bericht enthält folgende Empfehlungen:

Eingänge nach:

- Flächeneinheiten
- Rebsorten
- geographischer Bezeichnung, kleinflächiger geregelt als AOC

Erhöhte Effizienz der Erntekontrolle:

- Verknüpfung der Eingänge – Erträge (Computer-Tool)
 - Automatische Erkennung von Überschreitungen
- Alternative: Trennung der Eingänge vor dem Einkellern

Weinlesekontrolle:

- Risikoanalyse
- unangemeldete Kontrollen

Interkantonale Einkellerung:

- Informationsaustausch zwischen den Kantonen (Traubenmenge)

"Fiche de cave / Kellerblatt":

- *Einführung in allen Kantonen*

Gemeinsame Diskussionsplattform "Wein" für alle ausführenden Behörden:

- *Ausweitung auf die Weinlesekontrolle*

Weinhandelskontrolle:

- *ein einziges Kontrollorgan*
- *verbesserte Risikoanalyse*
- *Vereinheitlichen und Scannen des Inspektionsberichts und der Belege*
- *Einsicht in die Kostenrechnung und Finanzbuchhaltung*
- *Entnahme von Proben vor Ort für Analysen*
- *Verbesserung des Informationssystems*

Beseitigung der rechtlichen Hindernisse für eine Zusammenarbeit

- *Bundesebene*
- *Kantonebene*

Verbesserung der (Ober-)aufsicht durch den Bund

- *über die Weinlesekontrolle*
- *über die Weinhandelskontrolle*

Die Mehrheit der Empfehlungen benötigt eine Anpassung der Weinverordnung wie sie im Reformpaket Agrarpolitik 2017 vorgesehen ist. Im Hinblick auf diese Reform möchte das BLW seine Vorschläge vor der offiziellen Vernehmlassung, die für Anfang 2017 vorgesehen ist, einer Delegation des BSRW unterbreiten. Das Bundesamt wird bei dieser Gelegenheit die ersten Kommentare der Branche entgegennehmen und Fragen beantworten. Diese Sitzung wird am 21. Oktober 2016 stattfinden. Ein Diskussionsthema wird die Schaffung eines einzigen Kontrollorgans sein. Die Delegation des BSRW wird am 21. Oktober folgende Position vertreten: Der BSRW spricht sich für eine einzige Kontrollstelle aus, diese muss jedoch einerseits an die grossen Weinhändler und andererseits an die kleinsten Produzenten, die nur ihre eigenen Trauben verarbeiten, angepasst werden. Die Kontrolle darf auf keinen Fall in der Kompetenz des Staates liegen.

4.6 Schweizerisches Observatorium des Weinmarktes (OSMV)

Um der Weinbranche ein genaues und zuverlässiges Instrument zur Marktanalyse in die Hand zu geben, das es ermöglichen soll, die Produzenten über die Nachfrage des Marktes zu orientieren und die nationalen und regionalen Werbestrategien der Beteiligten zu verfeinern, hat der BSRW die Hochschule für Weinbau und Önologie CHANGINS beauftragt, ein Schweizerisches Observatorium des Weinmarktes (OSMV) zu schaffen. Die von der OSMV gelieferten Zahlen basieren hauptsächlich auf Daten von Nielsen und der einkellernden Produzenten (Mercuriale).

Die Mercuriale wurde am 1. April 2016 gegründet. Sie soll es den Branchenmitgliedern und Grossisten erlauben, das Marktgeschehen im Direktverkauf, in der Gastronomie und im Export besser zu verstehen. Sie wird auf freiwilliger Basis eingeführt. Der vertrauliche Umgang mit den Daten wird garantiert. Im Gegenzug erhalten die Teilnehmer der Mercuriale alle drei Monate die aktuelle Preisliste der Schweizer AOC-Weine und der regionalen Weine, nach Vertriebskanal und nach Volumeneinheit (offen, Liter, Flaschen), Angaben zur Marktentwicklung sowie anwenderspezifische Informationen. Die zu erhebenden Daten gaben Anlass zu einer Aussprache zwischen den verschiedenen Branchenverbänden, die entsprechende Raster aufgestellt haben. Die Software dazu wurde von CHANGINS entwickelt. Um repräsentativ zu sein, sollten 250 Betriebe an der Mercuriale teilnehmen. Ein Aufruf zur Teilnahme an der Mercuriale geht somit speziell an

die Einkellerer der Kantone Wallis, Genf und Tessin, der Deutschschweiz und der Drei-Seen-Region, aber auch an die Weinhändler und Courtiers.

5. VITISWISS

5.1 Verzeichnis der Anforderungen 2017

Die Delegiertenversammlung, die am 19. April 2016 in Genf stattfand, hat die vier neuen Massnahmen gutgeheissen, die von der Technischen Kommission Rebbau für das Modul Rebbau vorgeschlagen wurden:

- WB 4.2.2. Pflanzen von ursprünglichen Rebsorten zur Sicherung des genetischen Erbes
 - (4 Jahre)
- WB 4.2.4.3 Systematische Bekämpfung von Problem-Unkräutern der schwarzen Liste in und um die Parzellen
 - (4 Jahre)
- WB 4.2.5 Ein der Sorte und der Situation angepasstes Auslauben der Traubenzone – kein chemisches Entfernen von Stockausschlägen – Ertragsregulierung durch Halbieren der Trauben
 - (2 Jahre)
- WB 4.5.4.5 Keine Anwendung von synthetischen Präparaten nach der Blüte
 - (4 Jahre)

Die Anforderung zum maximalen Gehalt an gesamter SO₂ **im Weinkeller-Modul** wurde geändert, aufgrund von Problemen, die bei schwierigen Jahrgängen aufgetreten sind. Die Werte richten sich neuerdings nach den Bioverordnungen von Bund und EU (nicht zu verwechseln mit den Anforderungen von Bio Suisse), um zusätzliche Regeln zu vermeiden. Es gelten folgende Werte:

VITISWISS-Anforderungen									
Vorher	Neu								
<ul style="list-style-type: none"> – Bei Restzucker < 5g, gesamter SO₂-Gehalt maximal bei 120 mg/l. – Bei Restzucker > 5g sind die national geltenden Richtlinien für SO₂ anzuwenden 	<p>Vgl Verordnung (910.181) des WBF über die biologische Landwirtschaft vom 22.9.1997, Anhang 3b Stand Ende 2015</p> <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 50%;">Rot :</td> <td style="width: 50%;">Weiss + Rosé :</td> </tr> <tr> <td><2g/l 100 mg/l</td> <td><2g/l 150 mg/l</td> </tr> <tr> <td><5g/l 120 mg/l</td> <td><5g/l 170 mg/l</td> </tr> <tr> <td>≥5g/l 170 mg/l</td> <td>≥5g/l 220 mg/l</td> </tr> </table>	Rot :	Weiss + Rosé :	<2g/l 100 mg/l	<2g/l 150 mg/l	<5g/l 120 mg/l	<5g/l 170 mg/l	≥5g/l 170 mg/l	≥5g/l 220 mg/l
Rot :	Weiss + Rosé :								
<2g/l 100 mg/l	<2g/l 150 mg/l								
<5g/l 120 mg/l	<5g/l 170 mg/l								
≥5g/l 170 mg/l	≥5g/l 220 mg/l								

Die Referenzzahlen aus den AGRIDEA Datenblättern werden aus allen Modulen entfernt (Rebbau, Betrieb, Keller).

5.2 ÖLN 2017

Beim **ÖLN** Punkt 4.2.4 wurde eine Berichtigung betreffend die Anwendung von Herbiziden entlang von Wasserläufen notwendig. Die neue Formulierung lautet:

- Es ist verboten, Herbizide innerhalb eines Abstands von 6 Metern zu Gewässern auszubringen. Eine Behandlung von einzelnen Stöcken ist jedoch in einem Abstand zwischen 3 bis 6 Meter erlaubt.

6. Produktionskosten im Weinbau (Auszug aus dem AGRIDEA-Bericht über die wirtschaftlich-technischen Ergebnisse 2015)

Die Erhebung stützt sich auf das Zahlenmaterial von 67 Parzellendatensätzen aus der ganzen Schweiz. Die Parzellen wurden anhand ihres Anbausystems und Mechanisierungsgrad gruppiert.

	Gobelet und enger Drahtbau (max. 130 cm)	Mittlerer Drahtbau (130 – 220 cm)	Querterrassen
<i>Nicht-mechanisiert</i>	7* Datensätze		
<i>Leichte Mechanisierung</i>	5 Datensätze	9 Datensätze	7 Datensätze
<i>Mechanisierung mit Traktor</i>		18 Datensätze + 8 Datensätze mit mechanisierten Laubarbeiten	8* Datensätze
<i>Mechanisierung mit Hochtraktor</i>	4* Datensätze		

*Um über genügend Datensätze zu verfügen, haben wir die Daten von 2014 miteinbezogen. Folglich handelt es sich um die Durchschnittswerte über 2 Jahre.

Der "mittlere Drahtbau, Mechanisierung mit Traktor" ist mit Abstand das wichtigste Anbausystem. Wir unterscheiden zwei Untergruppen, je nach Mechanisierungsgrad der Laubarbeit.

Anmerkungen zu den Produktionskosten der verschiedenen Anbausysteme

Im Anschluss an die im Winter 2015 durchgeführte Lohnumfrage sind alle Löhne angepasst worden. Anlässlich dieser Umfrage haben wir festgestellt, dass die Löhne im Weinbau allgemein zurückgegangen sind. Der Umfrage zufolge scheinen sich die Löhne für qualifizierte Arbeitskräfte im Weinbau immer stärker an die Löhne in den übrigen landwirtschaftlichen Sektoren anzugleichen. Eine Situation, die sich direkt auf die Arbeitskosten auswirkt.

Darüber hinaus wird 2015 von mehreren Ereignissen geprägt, die sich direkt auf die Produktionskosten auswirken: Der äusserst heisse und trockene Sommer 2015 verzögert sowohl das Reben- wie auch das Graswachstum erheblich, was die Laub- und Mäharbeiten reduziert. Eine weniger erfreuliche Folge der Wetterbedingungen ist das reduzierte Wachstum der Beeren, weshalb die Ernten oft deutlich unter den Quoten liegen. Als Reaktion auf die Hitze werden auch solche Parzellen bewässert, bei welchen dies sonst nicht der Fall ist. Daher erhöhen sich die Kosten dieser Position gegenüber 2014. Obschon die Kirschessigfliege (*Drosophila suzukii*) weniger präsent ist, treffen die Winzer verschiedene vorbeugende Massnahmen, darunter vor allem ein relativ konsequentes Entlauben des Traubenbereichs und eine vorzeitige Ernteregulierung. Möglicherweise sind in Ausnahmefällen gewisse vorsorgliche Behandlungen vorgenommen worden. Der neue Schädling verursacht also auch dann zusätzliche Kosten, wenn er diskret bleibt.

Wir beobachten insbesondere bei den mechanisierten Anbausystemen einen Kostenanstieg beim allgemeinen Unterhalt der Maschinen, der Stützvorrichtungen aber auch der Umgebung der Rebberge. Ein Phänomen, das wenig erstaunt: Die Mitarbeitenden, für welche es keine saison-

len Arbeiten zu erledigen gibt (Heften, Gipfeln, Mähen usw.), werden für andere, üblicherweise weniger dringende Aufgaben eingesetzt.

Der Wert des Pflanzenkapitals ist im Winter 2015/2016 aktualisiert worden, um den Entwicklungen in der Praxis Rechnung zu tragen. Die wichtigste Änderung besteht darin, dass die Kosten im Zusammenhang mit der Terrassenanlage aus dem Pflanzenkapital entfernt und in die Position Immobilien integriert worden sind. Diese Neubeurteilung führt zu einer leichten Reduktion des Pflanzenkapitals aller Anbausysteme, mit Ausnahme der nicht-mechanisierten Rebberge und der Gobelet-Erziehung. Im letzteren Fall verteuert der Einsatz von sehr spezifischen Maschinen die Neuanlagearbeiten erheblich.

Mit Ausnahme der Querterrassen mit leichter Mechanisierung (+ 1,7 % im Vergleich zu 2014) verzeichnen alle anderen Systeme einen leichten Rückgang der Produktionskosten (zwischen – 1,7 % und – 4,26 %). In den nicht-mechanisierten Rebbergen sinken die Produktionskosten um fast 10 %, dies nach einem starken Anstieg 2014 (+ 14,3 %).

Der Zinssatz ist an die Marktentwicklung angepasst worden. Er beträgt nun 2,5 %.

Enger Anbau, nicht oder sehr wenig mechanisiert

Die Anbausysteme Gobelet und enger Drahtbau, nicht-mechanisiert, sind seit 2011 zusammengefasst. Die Produktionskosten dieser Gruppe nehmen im Vergleich zu 2014 deutlich ab (- 11,9 %). Es ist allerdings darauf hinzuweisen, dass 2014 eine starke Zunahme verzeichnet worden ist (+ 14,3 % im Vergleich zu 2013). Die Kosten 2015 liegen leicht unter dem Durchschnitt der letzten zehn Jahre (- 1,5 %).

Enger Anbau, mit leichter Mechanisierung

Die Produktionskosten in dieser Kategorie sinken im Vergleich zu 2014 um rund 3,0 % und im Vergleich zum Zehnjahresdurchschnitt um mehr als 5 %. Die Streuung der Produktionskosten ist in dieser Kategorie hoch. Dies erklärt sich durch den von Betrieb zu Betrieb sehr unterschiedlichen Mechanisierungsgrad und durch eventuelle Anlagen oder Einrichtungen, welche gewisse Arbeiten erleichtern (die Ausbringung von Pflanzenschutzmitteln wird durch breitere Wege oder insbesondere durch den Einsatz eines Helikopters erleichtert). Die Pflanzenschutzkosten schwanken am stärksten von Jahr zu Jahr. Während sie 2014 gesunken sind, steigen sie 2015 erneut! Die starke Volatilität ist typisch für dieses Anbausystem, das des Einsatzes eines Helikopters und/oder kleiner Maschinen bedarf, die oft teuer im Unterhalt sind.

Mittlerer Drahtbau, mit leichter Mechanisierung

Die Produktionskosten dieser Kategorie verzeichnen verglichen mit 2014 einen Rückgang um 7 % und sinken auch im Vergleich zum Zehnjahresdurchschnitt (- 2,9 %). Nach einem starken Anstieg der Kosten im Jahr 2014, was hauptsächlich auf die Bodenbearbeitung zurückzuführen ist (CHF 4'405.00/ha im Jahr 2014), beobachten wir in diesem Jahr einen Rückgang jener Kosten (CHF 3'697.00 im Jahr 2015, der Zehnjahresdurchschnitt beträgt CHF 3'354.00). Die Hauptursache für die Schwankungen scheint in den Wetterbedingungen zu liegen.

Querterrassen, mit leichter Mechanisierung

Trotz der Anpassung der Löhne, des Zinssatzes und der Neubeurteilung des Pflanzenkapitals setzt diese Kategorie den Trend von 2014 fort (+ 1 %). Der Zehnjahresdurchschnitt der Produktionskosten beläuft sich auf CHF 39'259.00, und liegt somit leicht unter den 2015 berechneten Kosten (CHF 41'358.00 resp. + 5,3 %). Der Kostenanstieg ergibt sich hauptsächlich aus dem Pflanzenschutz: Es ist mehr Zeit für Pflanzenschutzarbeiten aufgewendet worden und auch die Maschinenkosten sind gestiegen, während die Kosten für Hilfsstoffe leicht zurückgegangen sind. Da eine zusätzliche Intervention unwahrscheinlich scheint, dürfte diese Situation auf eine Änderung der Mechanisierung zurückzuführen sein, beispielsweise der Einsatz eines leichten Raupenfahrzeugs anstatt eines Helikopters.

Mittlerer Drahtbau, Mechanisierung mit Traktor

Dies ist die grösste Gruppe in unserer Erhebung. Die jährlichen Schwankungen der Produktionskosten dieser Gruppe sind bescheiden. So verzeichnen sie 2015 gegenüber dem Vorjahr nun einen leichten Rückgang (- 1,7 %), im Vergleich zum Zehnjahresdurchschnitt fällt der Rückgang etwas deutlicher aus (- 3 %).

Die besonderen Bedingungen im Jahr 2015 machen sich auch in dieser Kategorie bemerkbar. Während die Kosten für die Pflanzenschutzbehandlungen sowie für das Mähen oder Gipfeln tiefer liegen als 2014, ist bei den Kosten für den Unterhalt der Stützvorrichtungen, der Maschinen und der Umgebung der Rebberge sowie für den Ersatz ein deutlicher Anstieg festzustellen. Die Betriebe dieser Kategorie, welche oft über festangestellte Arbeitskräfte verfügen, nutzen so den geringeren Arbeitsaufwand im Rebberg, um allgemeine Unterhaltsarbeiten ausführen zu lassen, für welche in hektischen Momenten oft keine Zeit bleibt.

Die Bewässerungskosten steigen ebenfalls, denn der trockene Sommer macht eine Bewässerung in den besonders empfindlichen Parzellen oder rund um ersetzte Rebstöcke sowie Jungreben erforderlich.

Mittlerer Drahtbau, mit mechanisierter Laubarbeit

Während diese Kategorie 2014 noch eine Zunahme von knapp 5 % verzeichnet hat, weist sie in diesem Jahr einen Rückgang von etwas mehr als 7 % aus. Wir haben in der Vergangenheit einen Anstieg der Kosten für die Bodenbearbeitung festgestellt, bedingt durch einen häufigeren Einsatz von Zwischenstockgeräten zu Lasten der Ausbringung von Herbiziden. Das Jahr 2015 verstärkt diese Situation: Die Kosten für die Anwendung von Herbiziden sinken (- 29 %), während die Bodenbearbeitung generell stabil bleibt. Wie bei der Kategorie zuvor beobachten wir 2015 auch hier, dass mehr Ressourcen für den Unterhalt von Maschinen, die Umgebung des Rebbergs und Stützvorrichtungen eingesetzt werden.

Querterrassen, Mechanisierung mit Traktor

Die Produktionskosten dieser Gruppe nehmen im Vergleich zu 2014 um 4,3 % ab, sind aber vergleichbar mit den Kosten aus dem Zehnjahresvergleich (CHF 34'913.00/ha resp. + 1,9 %). Dieses Anbausystem weist eine grosse Streuung der Produktionskosten auf. Die Pflege der Querterrassen hängt stark von den Wetterbedingungen ab. Durch die zusätzlichen Durchgänge lässt diese Pflege die Mechanisierungskosten deutlich ansteigen.

Darüber hinaus ist dieses Anbausystem sehr anfällig für Ertragsschwankungen. Die Erntestunden hingegen sind relativ konstant.

Enger Drahtbau, Mechanisierung mit Hochtraktor

Auch dieses Jahr veröffentlichen wir die Zahlen für dieses Anbausystem, obwohl die Anzahl Datensätze gering ist. Die Produktionskosten reduzieren sich im Vergleich zu 2014 um etwas mehr als 3 %, dies sowohl verglichen mit 2014 (- 3,2 %) wie auch mit dem Zehnjahresdurchschnitt (- 3,4 %). Dieser Rückgang hängt vor allem mit den berechneten Kosten zusammen (Abschreibungen und Zinsen), das heisst vor allem mit der Anpassung des Pflanzenkapitals. Die Kosten für Personal, Maschinen oder Hilfsstoffe bleiben konstant.

Die Broschüre "Produktionskosten im Weinbau – Wirtschaftlich-technische Ergebnisse 2015" kann bei AGRIDEA, Jordils 1, Case postale 128, 1000 Lausanne, Tel. 021 619 44 00 zum Preis von CHF 15.00 bestellt werden.

* * * *